
Yannick VEYRENCHÉ, *Chanoines réguliers et sociétés méridionales : l'abbaye de Saint-Ruf et ses prieurés dans le sud-est de la France (XI^e-XIV^e siècle)*

Vincent Tabbagh



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccm/3946>

DOI : 10.4000/ccm.3946

ISSN : 2119-1026

Éditeur

Centre d'études supérieures de civilisation médiévale

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 409-411

ISBN : 978-2-490783-04-5

ISSN : 0007-9731

Référence électronique

Vincent Tabbagh, « Yannick VEYRENCHÉ, *Chanoines réguliers et sociétés méridionales : l'abbaye de Saint-Ruf et ses prieurés dans le sud-est de la France (XI^e-XIV^e siècle)* », *Cahiers de civilisation médiévale* [En ligne], 248 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ccm/3946> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccm.3946>



La revue *Cahiers de civilisation médiévale* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Yannick VEYRENCHÉ, *Chanoines réguliers et sociétés méridionales : l'abbaye de Saint-Ruf et ses prieurés dans le sud-est de la France (XI^e-XIV^e siècle)*, Turnhout, Brepols (*Bibliotheca Victorina*, 25), 2018.

Yannick Veyrenche offre aux lecteurs l'étude particulièrement fouillée et nuancée d'une congrégation de chanoines réguliers, depuis ses origines au XI^e s. jusqu'au milieu du XIV^e s., en la resituant dans l'évolution d'une Église du Midi alors travaillée par de nombreuses initiatives et réformes : plus d'un millier de pages largement colonisées par un appareil critique fourmillant, malgré une documentation dont lui-même souligne souvent les lacunes. À l'exception des pratiques liturgiques au chœur, ne reste dans l'ombre aucun aspect de l'existence et du rayonnement de ces chanoines de Saint-Ruf qui étendirent leur influence, à partir de la basse vallée du Rhône, de l'Auvergne à la Castille et à la Lombardie. La hiérarchisation rigoureuse des contenus, par la présentation des problématiques, les descriptions et explications appuyées par de nombreux exemples, les conclusions des parties et des chapitres, les multiples titres et sous-titres, les renvois d'un chapitre à un autre, et évidemment les notes de bas de page, permettent au lecteur de circuler sans peine à l'intérieur de la masse considérable des informations. Il dispose en effet d'un véritable dossier, l'étude elle-même se complétant de nombreuses et denses annexes : le coutumier du

chapitre général de Saint-Ruf composé au XIV^e ou au début du XV^e s., dans la transcription faite v. 1740 par un chanoine érudit de la congrégation, qui en constitue le seul vestige ; l'édition de 12 actes dont 10 étaient restés à l'état de manuscrit ; la liste des abbés et principaux officiers de l'abbaye et celle des prieurs de La Platière, établissement lyonnais de la congrégation ; les analyses développées, mentionnant notamment tous les témoins, de 220 documents datés de 1077 à 1410 pour l'abbaye et ce même prieuré ; 2 inventaires en tableau des 104 lieux de culte détenus au début du XIII^e s. dans le sud-est de la France et des 23 qui y apparaissent au cours de ce siècle et au début du suivant, le tableau indiquant le statut et la localisation de chaque église et les notes en fournissant les références ; enfin, un fichier prosopographique des membres de l'ordre découverts pour la période considérée, en tout 329 individus dont certains ne sont cependant connus que par un prénom et des dates, ce dernier élément témoignant de l'heureuse pénétration dans l'étude du clergé régulier, malgré la difficulté de l'entreprise, d'une méthode désormais largement mise en œuvre pour celle des séculiers. Le propos s'organise selon un plan chronologique destiné à souligner les évolutions, sensibles, depuis des débuts dynamiques jusqu'aux stabilisations voire aux essoufflements d'un mode d'organisation du clergé, celui des chanoines réguliers voués à l'encadrement des fidèles, sans doute trop étroitement lié à l'épisode de la réforme des XI^e et XII^e s. pour assurer la permanence de son essor, quoique le troisième quart du XIV^e s. constitue pour Saint-Ruf une période assez faste du fait de l'influence du cardinal Anglic Grimoard, frère d'Urbain V, qui y avait fait profession. Peu nombreux au total, comptant en même temps environ 300 profès au XIII^e s., dans une présence que l'a. juge finalement peu dense, regroupés autour d'une abbaye-mère en 45 prieurés environ, dits aussi obédiences, contrôlant tout de même 151 paroisses et chapelles en 1206, les Ruffins souffrent des tensions entre des aspirations et des obligations parfois contradictoires. Du modèle ascétique qu'ils ont choisi au départ, tiré du monachisme, ils retiennent la pauvreté par le refus de toute appropriation personnelle et la vie commune, mais excluent le travail manuel. Contre l'exclusivité d'une démarche de perfection personnelle, ils restent des clercs qui s'obligent à répondre aux attentes de célébration de messes et de pratiques sacramentelles que les fidèles leur adressent. Ils s'efforcent d'inventer un modèle sacerdotal fondé sur la responsabilité spirituelle à l'égard des laïcs et la gestion des ressources comme biens des pauvres, mais contre certaines études anciennes, Y. Veyrenche montre qu'ils n'ont

joué de rôle décisif ni dans l'essor de la prédication, ni dans l'élaboration de la réflexion juridique.

Saint-Ruf, constitué en 1039 à partir d'une *abbatiola* ancienne alors desservie par quatre clercs dans les faubourgs de la cité d'Avignon, devenu une abbaye déplacée en 1158 à Valence en raison des tensions entre elle et le chapitre cathédral de Notre-Dame des Doms, apparaît d'abord comme une congrégation dominée par la figure de l'abbé, selon un modèle que l'a. analyse comme clunisien, se transformant ensuite en un véritable ordre, notamment lorsqu'apparaît à partir des années 1230 un chapitre général annuel rassemblant les prieurs autour de la communauté des chanoines de l'abbaye-mère. Son processus de création et de premier développement, où évêques réformateurs et légats appuient les dons d'églises et de chapelles par l'aristocratie locale puis la famille des comtes de Barcelone, avec leurs revenus et leurs petits domaines associés, quand ils n'y participent pas eux-mêmes, relève donc non des ambitions spirituelles d'ermites ou de clercs inspirés par la lecture des *Actes des Apôtres*, mais d'une volonté réformatrice venue d'en haut pour imposer un nouveau modèle de vie sacerdotale et une nouvelle organisation ecclésiastique plus étroitement contrôlée par les évêques, avec ses pôles où quelques chanoines vivent en commun et rayonnent sur des réseaux de paroisses qu'ils desservent eux-mêmes ou confient à des clercs séculiers. En particulier pour la période 1080-1130, Y. Veyrenche réévalue en effet le rôle des prélats dans cette réforme de la vie canoniale qui donne naissance à l'*ordo antiquus* et à son interprétation des textes issus de la tradition augustinienne, afin de mieux le distinguer d'un *ordo novus*, incarné notamment par les abbayes de Prémontrés, où l'héritage érémitique, une plus grande volonté d'indépendance, on pourrait sans doute ajouter un souci d'égalité entre les membres, prennent davantage de poids.

La composition interne des communautés de l'abbaye et des prieurés apparaît complexe et hiérarchisée avec, à Valence, ses 24 chanoines qui récitent l'office et disent la messe au moins quatre ou cinq fois par semaine, ses six novices tous rassemblés à l'abbaye-mère ; ses chanoines punis et pénitents ; ses convers qui prononcent des vœux de pauvreté, chasteté et obéissance mais restent laïcs ; ses familiers, laïcs eux aussi, simples serviteurs. En dehors de la communauté de côtoiement quotidien, les chanoinesses, présentes seulement dans le nécrologe, parentes des chanoines, converties *ad succurendum* ou fondatrices, s'intègrent dans une fraternité spirituelle qui dépasse la mort, quand malades et pauvres sont accueillis dans un hôpital à proximité de la seule abbaye-mère.

La desserte des paroisses concerne la plupart des établissements de la congrégation, quoique l'abbaye elle-même n'en détienne aucune ; le plus souvent chanoines et paroissiens fréquentent le même bâtiment, les premiers dans le chœur et les seconds dans la nef, aucun chapelain séculier n'y apparaissant dans les actes antérieurs à 1250, quoique l'appel à leur service semble bien dominer pour les églises paroissiales sans prieuré accolé dès leur acquisition par Saint-Ruf. Au-delà même de la congrégation, l'influence de Saint-Ruf se marque par la diffusion de ses coutumes qui viennent inspirer jusqu'à certains chapitres cathédraux ou collégiaux de cette région en vue d'une vie plus conforme à celle des premiers apôtres. Cet établissement apparaît bien comme le principal foyer de la réforme canoniale dans le Midi de la France et la Catalogne. Il parvient par exemple à intégrer en son sein de petites congrégations dont les évêques avaient au départ encouragé le développement dans leurs propres diocèses pour conserver sur eux la plus grande autorité possible.

La cohésion de la congrégation constitue l'un des facteurs de ce rayonnement. Sous l'autorité de l'abbé et des officiers qu'il désigne, une forte intégration des chanoines se maintient : les prieurs sont nommés et déplacés par ce dernier, de même que les chanoines forains, frères de l'abbaye avant donc de l'être d'un prieuré qui n'en réunit habituellement que deux ou trois. Seule la puissance pontificale, par des lettres de provision ou des autorisations de transfert d'un prieuré ou d'un office à un autre, parvient à tempérer quelque peu cette autorité de l'abbé. Jean XXII intervient par ex. sur le destin d'une cinquantaine de chanoines, concernant en tout 13 prieurés. Les relations entre les prieurés et l'abbaye sont aussi financières, les premiers versant des redevances à la seconde. Au XIII^e s., et jusqu'au XVIII^e s., l'abbé et le couvent ont pratiqué des incorporations de prieurés, c'est-à-dire l'union de leurs revenus aux menses abbatiale et conventuelle, qui assurent en contrepartie la subsistance des chanoines forains que l'abbé désigne pour vivre là. Les officiers de l'abbaye parviennent à une certaine autonomie de gestion, mais doivent remettre chaque semaine à l'abbé les sommes dont ils disposent afin que celui-ci les conserve dans sa *camera*. L'ordre obtient son exemption de la juridiction des évêques par une décision d'Innocent IV en 1247, qu'en 1363 Urbain V renforce encore par l'élimination du pouvoir d'ordination de l'évêque de Valence et la concession du port des insignes pontificaux à l'abbé. Les évêques et leurs délégués conservent-ils cependant le contrôle de la desserte des paroisses ? Faute de traces des visites pastorales

et de listes de participants aux synodes, l'a. donne à cette question une réponse remplie d'une scrupuleuse prudence (p. 628). Pourtant une décision de l'archevêque de Lyon en 1303, analysée dans le regeste en annexes (p. 842), montre que la collation des cures, les visites, la perception de droits et la comparution aux synodes relèvent bien du pouvoir de l'ordinaire, y compris, en ce cas précis au moins, pour une paroisse desservie par l'un des chanoines du prieuré de La Platière.

La démonstration de l'a. conduit à la conclusion que Saint-Ruf n'atteignit jamais une grande richesse. Dès le milieu du XIII^e s., c'est par l'instauration d'un *numerus clausus* que cet ordre parvient à assurer sa sécurité économique. Les prieurés vivent de prélèvements sur la terre, de l'exploitation de troupeaux pour lesquels ils obtiennent des droits de pâturage, notamment de la part des évêques de Valence, de revenus ecclésiastiques, dîmes et offrandes par ex., sans parvenir à une domination seigneuriale complète des villages où ils sont implantés. Ils n'y disposent que rarement de droits de justice. Outre l'église et les bâtiments du prieuré, mal connus en raison des nombreuses destructions, ils détiennent cependant là des granges et des maisons. Au détriment de Saint-Ruf, les donations de terres, de droits ou de rentes de l'aristocratie se dispersent progressivement vers de nombreux autres ordres, Prémontrés, Chartreux, ordres militaires, hôpitaux comme ceux des Antonins qui connaissent un réel succès dans la région, ce déclin relatif du soutien accordé par les laïcs se manifestant surtout après le milieu du XIII^e s. La concurrence dans les villes avec les ordres mendiants paraît plus limitée. Les chanoines ont procédé parfois à des achats, mais par petits ajouts successifs autour de leurs pôles domaniaux, l'examen de ces initiatives des prieurs, entre 1250 et 1350, lorsque les sources deviennent plus abondantes, témoignant d'une marge d'action économique limitée. S'ils ont pratiqué à leurs débuts le faire-valoir direct avec l'aide de leurs convers, l'évolution s'est faite, pour eux comme pour bien des établissements réguliers, vers une économie rentière par la pratique des baux emphytéotiques. Quant aux revenus proprement ecclésiastiques, ils doivent peu à peu négocier des accords qui les contraignent à les partager avec les desservants séculiers et les simples chapelains qui assurent les messes des fondations ; se multipliant, ceux-ci se montrent même capables de constituer çà et là une *universitas* représentée par un syndic : autour du prieuré d'Annonay vivent par exemple au moins 25 clercs séculiers. Son saint éponyme ne présentant qu'une figure floue, privée de *Vita* et de reliques

vraiment reconnues, la congrégation, qui n'attache pas une grande importance à la vénération des saints, n'a pu développer de véritables pèlerinages.

Par cette étude aux amples perspectives, qui replace cette congrégation dans son contexte et multiplie les comparaisons, l'a. renouvelle une approche des communautés de chanoines réguliers jusqu'ici marquée d'un certain pointillisme, et apporte de nouveaux éléments à la compréhension du grand moment de transformation de l'Église habituellement placé sous la dénomination trop restrictive de « réforme grégorienne ».

Vincent TABBAGH.
UMR 6298 – Artéhis
Université de Bourgogne-Franche-Comté